

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

"Le Jeune Chômeur", un journal de combat pendant la crise des années trente

Wynants, Paul

Published in:
La revue nouvelle

Publication date:
1980

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Wynants, P 1980, "'Le Jeune Chômeur", un journal de combat pendant la crise des années trente', *La revue nouvelle*, vol. t. LXXII, numéro 10, pp. 379-385.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Paul Wynants

« Le Jeune chômeur », un journal de combat pendant la crise des années trente

Dans la presse francophone de l'entre-deux-guerres, il est un mensuel, aujourd'hui peu connu, mais auquel sa nature et ses objectifs confèrent une place toute particulière : *Le Jeune chômeur*, édité par la JOC¹. Journal de combat, diffusé par un mouvement de masse chrétien, il s'adresse avant tout aux jeunes travailleurs que la crise des années 1930 a privés de leur emploi ou qui redoutent de subir le même sort, un public que les moyens d'information traditionnels ont tendance à délaissier, parfois même à critiquer sans discernement.

En dépit de ses limites, l'entreprise est originale et intéressante. Elle gagne à être mieux connue et mérite qu'on s'interroge sur les causes de sa disparition. Telle est la raison d'être de cette brève contribution².

Une initiative jociste

La crise économique qui sévit en Belgique à partir de 1930-1931 frappe durement la jeunesse ouvrière : 40.000 personnes de moins de 20 ans sont réduites au chômage en mars 1933, 65.000 de moins de 25 ans en juillet de la même année et 106.000 en mars 1935³. Confrontés à des difficultés financières parfois insurmontables, en raison des insuffisances manifestes du système de l'assurance-chômage, souvent découragés, quelquefois rejetés par leur famille ou leur ancien milieu de travail, les jeunes chômeurs risquent de glisser dans l'isolement, les plus éprouvés de sombrer dans la misère et la marginalisation⁴.

Nul ne conteste l'ampleur ni la gravité du problème, mais rares sont ceux qui osent l'aborder sans détours et plus rares encore ceux qui, concrètement, passent à l'action pour en atténuer les effets. Les pouvoirs publics font preuve, en ce domaine, d'une passivité déconcertante. Quant à la presse, plus sensible aux événements spectaculaires qu'au désarroi des jeunes

1. Jeunesse ouvrière chrétienne, fondée en 1919 par l'abbé J. Cardijn, sous le nom de Jeunesse Syndicaliste.

2. On trouvera une présentation plus détaillée de la campagne jociste en faveur des jeunes chômeurs dans P. Wynants, « La Jeunesse ouvrière chrétienne face au chômage des jeunes », dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1979, fasc. 3, pp. 461-482.

3. Il s'agit là d'estimations. Il n'existait pas, à l'époque, de chiffres officiels complets en la matière.

4. Une bonne étude a été consacrée à l'ensemble du problème par J. Raemaekers, *De Jeugdwerkloosheid en de bestrijding van haar gevolgen in België*, Bruxelles-Anvers-Louvain-Gand, 1937.

— un désarroi que, par pudeur, la plupart se gardent d'exprimer —, elle n'y consacre que des articles peu nombreux, d'une brièveté et d'une pauvreté consternantes. Hormis quelques éditoriaux et chroniques, insérés ici et là à la demande de mouvements de jeunesse ou du sénateur socialiste Marius Renard, en dehors de remarques succinctes relatives aux trop rares décisions gouvernementales, c'est, en matière d'information, le vide ou presque... Lorsque l'article s'accompagne d'un commentaire, la plupart des journaux axent celui-ci sur la question des « abus », dénonçant des situations sans doute réelles, mais que la législation en vigueur, particulièrement restrictive, rend assez exceptionnelles.

Cette discrétion et ces critiques indignent les militants jocistes. Au cours de leurs réunions de section, mais aussi par les enquêtes qu'ils mènent périodiquement en milieu ouvrier, ils perçoivent toute la détresse des sans-travail. Ils ne peuvent admettre qu'on feigne de l'ignorer ou qu'on s'en prenne insidieusement à ceux qui, somme toute, ne sont que les victimes d'une « organisation sociale défectueuse », fondée sur « l'individualisme, l'exploitation et la rapacité »⁵. Le mouvement décide alors, tout en recommandant le boycottage des publications « qui insultent les chômeurs », de s'adresser directement à ceux-ci, non seulement pour leur manifester sa solidarité, mais aussi pour les aider en les informant et en défendant leurs droits, dans l'esprit et la perspective qui sont les siens. C'est pourquoi il lance *Le Jeune chômeur* en mars 1933.

Former, informer, défendre les jeunes

Une constatation s'impose d'emblée : bien qu'il soit, lui aussi, conçu par et pour des jeunes, le nouveau mensuel est, extérieurement, très différent des organes officiels de la JOC et de sa branche féminine, la JOCF⁶. Il n'en a ni le format de revue illustrée, ni la présentation assez classique. Il apparaît, au contraire, comme un journal de quatre pages fort modeste, imprimé à peu de frais sur un papier tout à fait ordinaire⁷.

Le public qu'il vise n'est pas non plus le même que celui des autres

5. « Ce que la JOC pense de la crise », dans *Bulletin des dirigeants de la JOC*, t. X, 1933, n° 6, pp. 91-92.

6. Ces organes sont respectivement *JOC* et *Joie et travail*. L'hebdomadaire *La Jeunesse ouvrière* n'est publié qu'à partir du 15 décembre 1934.

7. Il est imprimé chez Veldeman, rue de Douvres 84, à Anderlecht.

périodiques du mouvement. Il n'est pas destiné aux militants ou aux sympathisants, mais à tous les jeunes chômeurs, sans distinction d'appartenance professionnelle ou idéologique, afin de les gagner à l'idéal jociste, dont bon nombre ignorent encore tout. Cette volonté de « conquête » explique, sans nul doute, la mise en œuvre de moyens susceptibles d'attirer et de soutenir l'attention du lecteur, sans jamais lasser ni rebuter : un titre concret et « accrocheur », un style vivant et direct, un contenu très varié, qui va de l'éditorial au feuilleton⁸, en passant par des enquêtes et des témoignages.

Le sous-titre — *Journal de combat des sans-travail* — est significatif des ambitions du nouvel organe. Il indique clairement sa volonté de prendre le parti des jeunes chômeurs, d'être leur porte-parole et l'instrument de leur lutte. Ses collaborateurs s'acquittent effectivement de cette mission, mais à la mode jociste, en termes mesurés, sans outrances verbales ni proclamations révolutionnaires, avec cette dimension morale et religieuse chère aux mouvements d'action catholique de l'époque. *Le Jeune chômeur* ne dissimule d'ailleurs pas son appartenance ni son engagement. Edité par la JOC, il expose son programme, présente ses réalisations et soutient son action, notamment en récoltant des fonds par des listes de souscription et des appels à la générosité des lecteurs.

Emanation d'une organisation, le journal en reflète les qualités, mais également les ambiguïtés. On ne peut qu'apprécier son caractère « éducatif », son souci d'informer et de former, souci que reflètent les enquêtes, les explications de dispositions légales en matière d'assurance-chômage et la reproduction d'articles empruntés au *Bulletin du Bureau international du travail*. C'est en vain, par contre, qu'on y cherche une analyse cohérente de la crise ou la définition d'un « projet de société » suffisamment élaboré pour constituer une alternative crédible au libéralisme économique et au socialisme que la JOC renvoie dos à dos.

On se gardera, toutefois, de considérer cette carence doctrinale relative comme une marque de complaisance ou de complicité à l'égard du capitalisme. Le journal ne cherche pas, comme le lui reprochent les Jeunes gardes socialistes, à tromper délibérément les sans-travail en leur voilant

8. Intitulé « Vivre », ce feuilleton raconte les mésaventures de Léon Goffin, jociste et chômeur. Son auteur le rédige au jour le jour, au fur et à mesure des nécessités.

l'exploitation dont la classe ouvrière est la victime. Si ses prises de position pèchent parfois par excès de prudence ou de nuances, c'est nettement, en termes vigoureux, qu'il repousse les critiques que la presse conservatrice adresse aux jeunes privés d'emploi et, en toutes circonstances, c'est de la dignité, des conditions de vie et des droits des travailleurs qu'il se soucie en premier lieu. Il n'hésite pas à rejeter, sans le moindre ménagement, les mesures de régression sociale adoptées par un gouvernement, fût-ce à l'initiative d'un ministre catholique. Jamais il ne reprend à son compte les considérations ambiguës sur le « corporatisme chrétien », alors en vogue dans d'autres organisations catholiques et que Cardijn lui-même, en leur donnant un tout autre contenu, il est vrai, a cru devoir introduire dans une de ses « leçons » de la Semaine d'études de Godinne de 1934⁹. On ne trouve pas non plus, dans le nouveau périodique du mouvement, les affirmations candides qui figurent, dans d'autres colonnes, sous la plume de quelques dirigeants, intimement persuadés qu'il suffit simplement de « christianiser » la société et de mettre en pratique la doctrine sociale de l'Eglise pour régler, une fois pour toutes, l'ensemble des problèmes sociaux et substituer l'harmonie universelle au chaos.

Bien conçu, alors qu'il est édité avec peu de ressources, *Le Jeune chômeur* présente, en fin de compte, deux traits fondamentaux : il émane de la JOC, ce qui lui confère un certain cachet, explique certaines de ses qualités, mais aussi ses insuffisances ; il est l'instrument dont le mouvement se dote pour défendre et « conquérir » un milieu particulièrement éprouvé par la crise, ce dont témoignent une conception plus percutante de l'information et une attitude parfois plus ferme, plus revendicative que celle qui prévaut ordinairement dans la presse jociste préexistante¹⁰.

Qui lit ? qui conteste ?

L'influence que le journal exerce est particulièrement difficile à mesurer. On n'a pu réunir que des indications assez vagues sur son tirage. Les plus

9. J. Cardijn, *Vers un ordre corporatif chrétien* (Leçon donnée le 9 avril 1934 à la Semaine d'études de Godinne).

10. On notera toutefois que le numéro spécial de *JOC* de février 1935, entièrement consacré au problème du chômage des jeunes, est lui aussi plus revendicatif. Le chanoine Cardijn aurait même gentiment reproché à ses deux auteurs — Joseph Verhoeven et Julien Walgraffe — d'avoir été « plus loin que le Plan De Man ».

optimistes — 100.000 exemplaires — sont nettement exagérées. Elles sont proposées par un militant enthousiaste qui semble prendre ses désirs pour des réalités. Les plus faibles — 10.000 exemplaires — se rapportent aux numéros les moins bien vendus. Il semble, aux dires d'anciens dirigeants jocistes, qu'on puisse situer la diffusion moyenne aux alentours de 30.000 exemplaires, avec quelques variations vers le haut ou le bas selon les périodes.

Destiné avant tout aux sans-travail, le journal réussit-il vraiment à atteindre le public pour lequel il est conçu ? On ne peut ni l'affirmer ni le nier de manière catégorique. Son prix de vente — 25 centimes — n'est pas prohibitif. On sait par ailleurs que des militants le prêtent ou l'offrent aux plus démunis. Son mode habituel de distribution soulève, par contre, beaucoup plus de réserves. Ce sont les fédérations et les sections jocistes qui se chargent de la vente, à la sortie des églises, dans les usines, les ateliers et les files de pointage ou au porte à porte. Il est probable que les milieux sociaux ainsi touchés sont beaucoup plus larges que ceux prévus initialement, au point d'englober des travailleurs actifs, ainsi qu'un certain nombre de familles bourgeoises pour lesquelles catholicisme et paternalisme vont de pair.

On doit aussi noter qu'à partir du mois d'avril 1933, la JOC renonce à vendre son hebdomadaire officiel lorsque *Le Jeune chômeur* sort de presse. On peut, dès lors, supposer qu'une proportion non négligeable de lecteurs se recrute dans les franges de l'opinion proches du mouvement, sinon parmi ses membres.

D'autres indications viennent cependant nuancer fortement les précédentes. On remarque, tout d'abord, que la plupart des réactions négatives suscitées par le journal et adressées aux dirigeants jocistes ou aux aumôniers, proviennent de milieux aisés, scandalisés tant par le style que par le contenu, qu'ils jugent « communiste » ou « révolutionnaire ». Il est vraisemblable que, pour cette raison, la diffusion du *Jeune chômeur* y est assez limitée. On doit surtout prendre en considération l'attitude de deux autres organisations : la KAJ, branche flamande du jocisme, et les Jeunes gardes socialistes, qui considèrent le mouvement du chanoine Cardijn comme leur rival immédiat. La première n'hésite pas à imiter son homologue francophone, en éditant à son tour, à partir de février 1934, un *Jonge Werklooze* très proche de la publication jociste, dont il reprend la formule et copie le style. Agirait-elle de la sorte si l'expérience tentée en Wallonie et à Bruxelles

s'aurait décevante ou négative ? La seconde met tout en œuvre pour dénigrer *Le Jeune chômeur*. Elle lui consacre une série d'articles très virulents dans *Le Peuple*, *La Wallonie* et *Le Prolétaire*. Elle tente également de lancer un organe concurrent¹¹, mais sans grand succès. Les Jeunes gardes consacraient-ils tant d'énergie à cette campagne défensive¹² si le mensuel jociste n'avait aucun succès dans la jeunesse ouvrière, et plus particulièrement parmi les chômeurs ? On peut en douter.

Ces indications partielles et contradictoires permettent de formuler une hypothèse, que rien n'est venu infirmer jusqu'ici : *Le Jeune chômeur* touche vraisemblablement des milieux bien plus larges que les cercles jocistes ou proches du mouvement ouvrier chrétien¹³, mais il est également probable que ceux-ci constituent, malgré tout, une bonne partie de sa « clientèle ».

Disparition

Pour intéressante qu'elle soit, l'entreprise n'en est pas moins fragile. On ne sait pas grand-chose de son financement. Il semble que la vente de la plupart des numéros permette de couvrir l'intégralité des dépenses engagées, grâce au dévouement des militants, et parfois même de réaliser un petit bénéfice. Celui-ci, tout comme le produit des souscriptions, est directement versé au service d'assistance matérielle aux sans-travail. Comme le journal paraît capable de subsister sans grande mise de fonds et procure même des ressources destinées à soutenir d'autres initiatives, on peut malaisément expliquer sa disparition par d'éventuelles difficultés financières.

Elle est due vraisemblablement à une autre faiblesse : la dimension très restreinte de l'équipe rédactionnelle. La majeure partie du travail, dans les derniers mois surtout, est effectuée par un seul homme, René Javaux, le propagandiste national chargé de l'assistance aux victimes de la crise. Celui-ci bénéficie certes de la collaboration, régulière ou occasionnelle, d'autres dirigeants tels que J. Verhoeven, J. Cuypers, R. Lecocq ou J. Walgraffe, mais plus le temps passe, plus les défections se multiplient et plus le journal est son œuvre personnelle. Il ne survit pas à son départ de la JOC en novembre 1934.

11. *Le Jeune chômeur* JGS, numéro unique, juin 1933.

12. Ils perçoivent les efforts de la JOC comme une offensive.

13. L'organisation qui porte aujourd'hui ce nom s'appelait, avant la seconde guerre mondiale, la Ligue nationale des travailleurs chrétiens (LNTC).

Deux mois plus tard, en effet, il cesse d'exister comme publication autonome. Il n'est plus, jusqu'en juillet 1936, puis éphémèrement en novembre 1936, que la quatrième page du dernier numéro mensuel de *La Jeunesse ouvrière*, le nouvel hebdomadaire du mouvement et perd alors la plupart des qualités qui ont assuré son succès. Le déclin du *Jeune chômeur* ne marque cependant pas la fin de la campagne jociste en faveur des jeunes privés d'emploi. Julien Walgraffe, qui succède à René Javaux à la tête du service, lui donne un contenu différent, en mettant davantage l'accent sur une autre réalisation, elle aussi fort intéressante : les centres de travail, familièrement appelés les camps. Ceux-ci sont organisés en divers points du pays et permettent aux participants, jusqu'alors réduits à l'inactivité totale, de sortir de leur existence morne pour se consacrer au travail manuel et à l'étude. Onze cents jeunes gens y sont reçus en l'espace de cinq ans, ce qui, à l'époque, constitue une performance unique en son genre et révélatrice du dynamisme de la JOC.

Paul Wynants.